



En matière d'affaires étrangères, le premier ministre Stephen Harper aime projeter l'image d'un leader fort aux idées claires et aux principes solides. Les dernières crises à secouer la planète testent toutefois sa cohérence.

Prenons l'Ukraine. On ne peut pas dire que M. Harper n'ait pas été constant sur ce front. Son appui au gouvernement ukrainien et ses dénonciations du président russe Vladimir Poutine ne se sont jamais démentis.

Mais lors du dernier sommet de l'OTAN, il s'est limité à offrir son accord de principe à une force d'intervention rapide dans les pays limitrophes qui craignent les visées expansionnistes de la Russie. Au même moment, par contre, il acceptait la demande du président américain Barack Obama de joindre une coalition pour combattre l'État islamique (ÉI).

Toujours en ce qui a trait à l'Ukraine, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, a annoncé [lundi](#) de nouvelles sanctions contre des entités et personnalités russes. Ce n'était pas un hasard, le président ukrainien Petro Porochenko étant attendu au Parlement le lendemain pour s'adresser aux deux Chambres réunies.

Mais encore une fois, deux noms étaient absents de la liste des personnes visées : Sergei Chemezov et Igor Sechin. Ces deux proches de Vladimir Poutine figurent depuis la fin avril sur la liste des personnes ciblées par les États-Unis, une liste pourtant plus courte que celle du Canada. (Vous trouverez ici la [liste](#) de différents pays.)

Là encore, ce n'est pas un hasard. M. Chemezov est le pdg de Rostec, un conglomérat militaro-industriel avec qui Bombardier a des liens d'affaires. Quant à M. Sechin, il est à la tête du géant pétrolier Rosneft (qui a des intérêts dans les sables bitumineux).

Comme l'expliquait [Reuters](#) en mai dernier, Bombardier a signé en 2013 une entente préliminaire pour la vente de 100 avions en Russie, un contrat qui pourrait valoir 3,4 milliards de dollars. L'entreprise canadienne a accepté, en contrepartie, d'assembler des avions dans ce pays et pour ce faire, elle a conclu un partenariat avec Rostec. Bombardier a aussi un autre partenariat en Russie dans le domaine du rail.

Rosneft, pour sa part, détient 30 % d'un gisement pétrolier d'Exxon Mobil en Alberta.

Territoire

Un élément sur lequel M. Harper ne cède pas un pouce est la souveraineté de l'Ukraine. Encore mardi, alors qu'il présentait le président ukrainien aux parlementaires canadiens, il a répété qu'il n'est pas question — «jamais» — de reconnaître l'«occupation illégale» de quelque portion que ce soit de l'Ukraine, y compris la Crimée, par la Russie.

Occupation illégale ? Cela ne fait pas de doute. Le problème est ailleurs. Ne devrait-on pas contester l'occupation illégale d'un territoire, peu importe le lieu ? Un exemple : selon le droit international, l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par Israël est illégale. M. Harper ne le relève jamais.

Et tant qu'à parler du Moyen-Orient, parlons de l'Irak. Le premier ministre a annoncé, en marge du sommet de l'OTAN, il y a deux semaines, la participation de soldats d'élite canadiens à la lutte contre l'État islamique. Ils agiront comme conseillers des forces irakiennes et kurdes et ne participeront pas aux combats, assure-t-on.

Il a fallu que le chef néo-démocrate Thomas Mulcair revienne à la charge deux jours de suite pour que M. Harper dise enfin combien de soldats seraient déployés. Ils sont 69. Mais alors que le gouvernement présente cette mission comme essentielle pour contrer le terrorisme, ni le

premier ministre, ni le ministre des Affaires étrangères (qui revenait pourtant du sommet de Paris), ni le ministre de la Défense n'ont cru bon se présenter en Chambre pour le débat d'urgence. Un seul chef était présent, soit M. Mulcair.

Les seuls ministres à s'y être montrés sont le ministre de la Citoyenneté et l'Immigration, de même que celui de l'Emploi et du Développement social.

Et comme le relève Paul [Adams](#), dans une chronique bien sentie publiée par *iPolitics*, il est tout à fait approprié que le premier ministre dénonce la barbarie de l'ÉI, mais il est particulier de le voir prêt à combattre l'ÉI aux côtés de l'Arabie saoudite, un pays qui décapite à l'occasion ses propres citoyens.

Le mois dernier, écrit-il, ce pays a exécuté plus de 20 personnes, dont huit par décapitation, pour des crimes allant de la sorcellerie (!) à l'apostasie en passant par l'adultère et la possession de drogues.

«Le même régime auprès de qui, plus tôt cette année, le gouvernement Harper a fait la promotion d'une vente de véhicules militaires d'une valeur de 10 milliards de dollars», ajoute Adams.

Vitrine

Au cours des prochaines semaines et des prochains mois, M. Harper sera très actif sur la scène internationale, une tribune à laquelle ses adversaires n'ont pas accès. Voilà qui est bien utile pour se démarquer et étoffer son image de premier ministre d'ici les prochaines élections.

Il sera donc aux Nations Unies la semaine prochaine pour s'adresser à l'Assemblée générale, la dernière fois étant en 2010. Il participera à une rencontre sur la santé maternelle et infantile, une priorité pour M. Harper. Il boudera par contre le Sommet sur les changements climatiques, se contentant d'assister à un souper spécial.

Harper une politique étrangère à géométrie variable

Écrit par Manon Cornellier

Mercredi, 17 Septembre 2014 23:05 -

On peut s'attendre à ce que son discours visera avant tout les Canadiens qu'il veut séduire. En fait, les considérations électorales seront au cœur de tous les calculs d'ici octobre 2015, et pas seulement pour Stephen Harper. (Soupir.)

* * *

À propos de Manon Cornellier

Manon Cornellier est chroniqueuse politique au [Devoir](#), où elle travaille depuis 1996. Journaliste parlementaire à Ottawa depuis 1985, elle a d'abord été pigiste pour, entre autres, La Presse, TVA, TFO et Québec Science, avant de rejoindre La Presse Canadienne en 1990. On peut la suivre sur Twitter : [@mccornellier](#)

.

Cet article [Harper : une politique étrangère à géométrie variable](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

.

Consultez la source sur Lactualite.com: [Harper une politique étrangère à géométrie variable](#)